



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Exploitation et gestion des services de transport public - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société TaM, l'exploitation et la gestion des services de transport public par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} juillet 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP des transports publics urbains portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 28 juillet 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN, en date du 14 octobre 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M^{me} Michelle CASSAR, en date du 26 octobre 2021.

Il est désormais proposé au Conseil de Métropole de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation des services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le délégataire est la SAEML TaM, dont la Métropole est présidente et actionnaire majoritaire à 46,02 % aux côtés de la Ville de Montpellier (9,11%) et d'autres actionnaires privés. Le capital de la société, inchangé en 2020, s'élève à 4 286 K€.

Dans le cadre de l'avenant n°1 au contrat, l'exploitation du réseau suburbain et de divers services (Amigo, bus du savoir...) a été subdéléguée, après consultation réalisée par TaM, à la société Transdev Mobilité Montpellier Métropole (T3M).

Un avenant n°2 a été approuvé en décembre 2019, il visait à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et d'investissements du délégant.

En décembre 2020, un avenant n°3 prend en compte les impacts de la mise en œuvre de la 1^{ère} phase de gratuité (les week-ends pour les résidents de la Métropole), ainsi que les impacts financiers de la crise sanitaire et de la prolongation du service Velomag jusqu'au 31 décembre 2021.

La délégation s'étend du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2024, soit une durée d'exploitation de 6 ans. L'année 2020 porte donc sur la 2^e année pleine de la délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué.

A/ L'activité

Les kilomètres 2020 s'élèvent à 13,3 millions, soit -3,9% par rapport à 2019, suite à la crise sanitaire et aux différents ajustements de services, et ce malgré l'effet année pleine de la mise en place du nouveau réseau de bus en septembre 2019.

Avec le contexte sanitaire de l'année 2020, le nombre de validations baisse fortement de -45,3 % (de -98 % à -23 % selon les mois et les décisions gouvernementales) pour atteindre 27 millions de déplacements sur l'année.

	Km	Evol	Déplacements	Evol	Voyages	Evol
Tramway	4 896 898	-9.4%	20 872 777	-45.8%	34 436 567	-48.8%
Bus urbain	4 538 171	-3.8%	5 349 166	-42.7%	7 766 612	-42.3%
Bus suburbain	3 900 850	3.6%	1 028 006	-44.0%	1 755 505	-44.3%
<i>Dont Transport à la Demande (TAD)</i>	<i>536 496</i>	<i>-33.8%</i>	<i>65 053</i>	<i>-54.9%</i>	<i>67 432</i>	<i>-53.3%</i>
Pénétrantes	0		110 236	-68.2%	180 679	-63.1%
TOTAL	13 335 919	-3.9%	27 360 185	-45.3%	44 139 362	-47.7%

(NB : un déplacement peut faire l'objet d'un ou plusieurs voyages, en cas de correspondance).

L'offre tramway concerne 37 % de l'offre kilométrique mais 76 % des déplacements.

L'offre s'est adaptée aux étapes successives de la crise sanitaire (passage en service réduit type vacances solaires ou horaires du dimanche selon les périodes avec renforts en heures de pointe et départs avancés les dimanches pour les soignants, arrêt de la navette gare Sud de France en avril et novembre, ...).

L'offre suburbaine régulière a été moins impactée par la crise sanitaire, grâce notamment à l'effet année pleine du nouveau réseau mis en place en septembre 2019. Les services éducatifs ont été fortement réduits et l'Amigo a été suspendu.

La phase 1 de la gratuité le week-end pour les résidents de la Métropole, a débuté en septembre 2020 et comptabilise, sur les 4 derniers mois de 2020, 295 768 déplacements avec 57 995 Pass distribués dont 63 % via l'application M'Ticket.

B/ La qualité de service rendue aux usagers :

1. Les effectifs :

L'effectif de l'activité transport est de 1 067,36 équivalents temps pleins (ETP) de la SAEMML TaM, auquel s'ajoutent 3,5 ETP du subdélégué T3M et 157,66 ETP des sous-traitants. Au total 1 228,58 ETP représentent l'effectif attribué à la DSP Transport.

Pour le nouveau réseau mis en place en septembre 2019, 38 nouvelles embauches de conducteurs ont été réalisées fin 2019, dont 12 apprentis du CFA de la 1^{ère} promotion qui ont signé des CDI.

Au cours de l'année 2020, le dispositif de chômage partiel a été mis en place pour un total de 95 083 heures. Une augmentation exceptionnelle de l'absentéisme a été constatée, due au traitement exceptionnel en maladie sur mars et avril 2020 des gardes d'enfants et personnes sensibles, conformément aux préconisations gouvernementales. L'intérim a également augmenté suite aux opérations liées à la crise sanitaire (désinfection vélostations, application du protocole sanitaire, remplacement maladie) et au lancement de la gratuité phase 1.

Les charges communes des directions fonctionnelles de la société TaM sont réparties en frais de siège schématiquement à 92 % dans l'activité transport et 8 % stationnement (une fois déduits les montants forfaitaires définis pour les mandats et filiales), selon le contrat de délégation de service public transport.

2. Qualité de service :

La qualité de service est évaluée au travers du suivi des réclamations clients et des incidents.

Sur l'année 2020, 3 862 réclamations (hors PV) ont été enregistrées et traitées, soit -49 %. Au nombre de 1 394 en 2020, les réclamations pour PV sont en forte baisse également (-95 %).

La tarification, la ponctualité et l'application M'Ticket restent les principaux items.

Après une baisse constante entre 2014 et 2017, le nombre d'incidents est reparti à la hausse en 2018 et 2019, marqué notamment par les tensions en lien avec les mouvements sociaux. L'année 2020 est en légère baisse avec 1 024 atteintes aux biens et aux personnes et incivilités (1 116 en 2019), mais avec une fréquentation réduite.

A noter qu'en termes de qualité de service, la Métropole se dotera en 2022 d'un prestataire pour réaliser des mesures de la qualité de service in situ, de type « visites client mystère ». Ces mesures porteront sur la propreté, l'identité et l'image du réseau, la relation clientèle, la disponibilité des équipements, l'information aux voyageurs et la sécurité. Elles feront l'objet d'un reporting trimestriel à la Métropole.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2020, le résultat s'élève à -6 242 K€, en baisse de -6,4 M€ par rapport à 2019, réparti pour -6 042 K€ à la SAEML TaM et -200 K€ à T3M.

Les produits s'élèvent à 95 658 K€ dont 71 % proviennent du financement de Montpellier Méditerranée Métropole soit 68 M€ HT, et 29 % de recettes propres de la société TaM.

Les recettes propres se répartissent de la manière suivante :

- Recettes liées aux ventes de titres 25,4 M€ (96,6 % TaM, 3,4 % T3M) ;
- Recettes provenant des amendes 0,5 M€ ;
- Recettes parkings d'échanges 0,7 M€ ;
- Recettes publicitaires 0,3 M€ ;
- Recettes Velomag 0,1 M€.

Le financement de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 68 M€ HT auquel s'ajoute 1,1 M€ de TVA soit 69,2 M€ TTC :

- Une subvention forfaitaire d'exploitation de 47,4 M€ (34,8 M€ TaM, 12,6 M€ T3M) ;
- Une subvention de Gros Entretien Réparation (GER) de 2 M€ ;
- Des compensations scolaires et sociales pour 10 M€ HT ;
- Des services éducatifs et occasionnels pour 0,5 M€ HT ;
- Des compensations phase 1 gratuité pour 0,5 M€ HT ;
- Une indemnisation préjudicielle Covid-19 pour 7,4 M€ (6,8 M€ TaM ; 0,68 M€ T3M).

A cela s'ajoute une subvention d'investissement de 80 % des dépenses prévues au programme soit 6,8 M€.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 101 981 K€, en baisse de -5,3% par rapport à 2019. Elles se composent pour 54 % des frais de personnels (55 M€), pour 28 % des charges directes transport (28,7 M€), 7,3% des frais généraux et 7 % des dotations amortissements et GER.

Le délégataire a bénéficié du dispositif de chômage partiel (1,5 M€) : il a versé des primes Covid-19 pour la période du 1^{er} confinement (483 K€) et a enregistré des surcoûts à hauteur de 1,1 M€ (désinfection du parc, signalétique info-public et achat de protections sanitaires).

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 15 M€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, et un subventionnement à hauteur de 80 % par la Métropole. Le programme contractuel prévoyait 9,3 M€ à fin 2020. Le délégataire a réalisé 4,8 M€ de dépenses à fin 2020, principalement sur l'entretien tramway (86 %) mais également sur les parkings P+Tram, sur l'énergie et les systèmes soit 52 % de réalisation du programme à fin 2020.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 49 M€ sur la totalité du contrat, 80% du programme est subventionné par la Métropole. A fin 2020 13,5 M€ de biens de retour ont été mis en œuvre, dont 7,5 M€ sur 2020, principalement liés aux travaux de mi vie des rames de tramway et aux travaux et remplacements de plateforme, d'appareils de voie et d'antennes.

IV) Conclusion et perspectives

La mise en place de la gratuité pour tous les habitants de la Métropole, accompagnée d'une politique volontariste favorisant les déplacements à vélo, sont des événements majeurs dans l'évolution du service public des transports et permettent de réduire le nombre de voitures en ville.

Mais la crise sanitaire, qui a fortement impacté le secteur des transports, risque également de provoquer un changement durable des comportements et l'essor du télétravail ne favorise pas la reprise immédiate de la fréquentation. Une partie de la baisse de fréquentation pourrait être durable et les années « post-Covid » seront porteuses de fortes incertitudes dans ce domaine. Cet effet de la crise sanitaire pourrait néanmoins être contrebalancé par une augmentation de la fréquentation liée à la mise en œuvre de la gratuité. Il conviendra d'apporter une vigilance particulière aux évolutions afin de veiller aux équilibres de ce secteur.

Dans le cadre des perspectives, la phase 2 de la gratuité souhaitée par Montpellier Méditerranée Métropole, pour les seniors et les jeunes de moins de 18 ans a été lancé en septembre 2021 ; la gratuité totale pour les Métropolitains est actuellement à l'étude ; ainsi que des aménagements de voirie pour renforcer l'attractivité du réseau bus ; et la poursuite du développement du réseau de tramway avec la Ligne 5.

Dans la perspective de la réalisation de tous ces projets, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent faire évoluer la SAEML TaM en SPL afin de se doter d'un outil opérationnel qui assurera, dans un but d'intérêt général, une politique de mobilité intégrée fondée sur la gestion et l'exploitation des transports urbains, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement en ouvrage, la gestion et l'exploitation du stationnement sur voirie, ainsi que la réalisation d'infrastructures lourdes pour le compte de ses actionnaires de manière plus souple et juridiquement sécurisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif aux services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-172460-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.